

Séance publique du jeudi 23 juillet 2015

Convoqué le vendredi 17 juillet 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 juillet 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Robert COTTE, Christophe COUR, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne-Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanhaly PHOUTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Rémi ASSIE, Françoise BONNET, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Julie FRECHE, Audrey LLEDO.

Absents :

Patrick VIGNAL.

Restructuration du Parc de Lunaret Lancement d'une consultation de maîtrise d'œuvre paysagère et Election des membres du jury Autorisation de dépôt de permis de construire

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL rapporte :

Le Parc de Lunaret, dont la Ville de Montpellier est propriétaire depuis 1910, s'étend sur 80 hectares de garrigues et bois méditerranéens au Nord-Est de la Ville.

Il propose aux visiteurs tout au long de l'année la présentation de plus d'un millier d'animaux, dans 50 enclos répartis le long de 11 kilomètres de chemins boisés et bordés de plantes typiques de la région.

Cet espace boisé, aménagé en parc zoologique depuis 1964, connaît un succès croissant : ce sont plusieurs milliers de visiteurs par jour qui s'y rendent, tant pour admirer les animaux que pour la qualité du cadre.

Afin de s'assurer de la conformité de l'ensemble de ce site au regard des différentes réglementations qui s'y appliquent, un diagnostic, réalisé à la fin de l'année 2012 sur l'ensemble des installations, a notamment mis en avant la nécessité de réorganiser la zone technique, créer des accès supplémentaires dans le parc, créer ou agrandir des cheminements de sécurité à l'intérieur du parc, reprendre ou agrandir les abris ou les enclos des animaux.

Par délibération en date du 22 juillet 2013, une autorisation de programme de 7 285 000 € TTC a été créée pour cette opération.

Par délibération en date du 17 février 2014, le conseil municipal autorisait le dépôt et la signature des autorisations d'urbanisme et la passation des marchés pour les travaux de la zone technique.

Enfin par délibération en date du 06 novembre 2014, le conseil municipal approuvait le projet et décidait le lancement d'une consultation de maîtrise d'œuvre paysagère.

Il convient en effet de réorganiser l'ensemble du parc au regard des différentes réglementations auquel il est soumis et qui se renforcent : mise aux normes en sa qualité d'Etablissement Recevant du Public de type Plein Air (ERP- PA) situé dans une zone PPRIF (plan de prévention des risques incendies et feux de forêt) et mise en conformité au titre d'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Au-delà de la nécessaire mise aux normes, le programme de cette opération, qui pourra faire l'objet de plusieurs phases de réalisation, est le suivant :

- Amplification de la thématique biodiversité locale
- Relance de la ferme pédagogique
- Redistribution d'une partie des enclos autour d'un axe reliant l'entrée du parc à la ferme pédagogique.

La maîtrise d'œuvre pour la conception et l'exécution des travaux du parc sera confiée à une équipe composée d'un paysagiste mandataire et de bureaux d'études spécialisés par le biais d'une procédure négociée restreinte, conformément aux articles 35 et 74 du code des marchés publics. Compte tenu de la complexité de l'opération en termes de réglementations applicables et ses incidences sur les caractéristiques des prestations et le phasage de l'opération, la forme retenue pour le marché de maîtrise d'œuvre est celle d'un accord-cadre mono-attributaire.

Cette procédure nécessite la constitution d'un jury en application de l'article 24 dudit code.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de réaliser l'opération et d'approuver le programme général de l'opération décrit ci-dessus,
- de lancer une procédure négociée restreinte pour le choix du maître d'œuvre conformément aux articles 35 et 74 du Code des Marchés Publics.
- de décider de constituer un jury, conformément à l'article 24 du Code des Marchés Publics, comprenant les membres suivants :

- M. le Maire ou son représentant, M. LEVITA, président du jury
- Cinq membres titulaires et cinq membres suppléants élus en son sein par le Conseil Municipal, désignés ci-après :

Membres titulaires :

- Christophe COUR
- Chantal MARION
- Titina DASYLVA
- Sonia KERANGUEVEN
- Vincent HALUSKA

Membres suppléants :

- Valérie BARTHAS-ORSAL
- Isabelle MARSALA
- Fabien ABERT
- Luc ALBERNHE
- Brigitte ROUSSEL-GALIANA

- Les autres membres ci-après mentionnés seront désignés par le président du jury :

Personnes présentant l'intérêt particulier au regard de l'objet du concours (au nombre de 5 maximum).

Personnes qualifiées (architectes ou maîtres d'œuvre) représentants au moins un tiers des membres du jury

- d'autoriser, si nécessaire, la prise en charge par la commune des frais de déplacement et d'hébergement des personnes intéressées ou qualifiées invitées à participer aux réunions du jury.

- de passer avec l'équipe retenue un accord-cadre pour une mission de maîtrise d'œuvre,
- d'autoriser le lancement de toutes les consultations d'études complémentaires nécessaires à cette opération,
- de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès de l'Etat, des collectivités territoriales et autres partenaires potentiels.

- d'autoriser M. le Maire ou à défaut l'adjoint délégué, à déposer et à signer les demandes de permis de construire et de démolir et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 24 juillet 2015